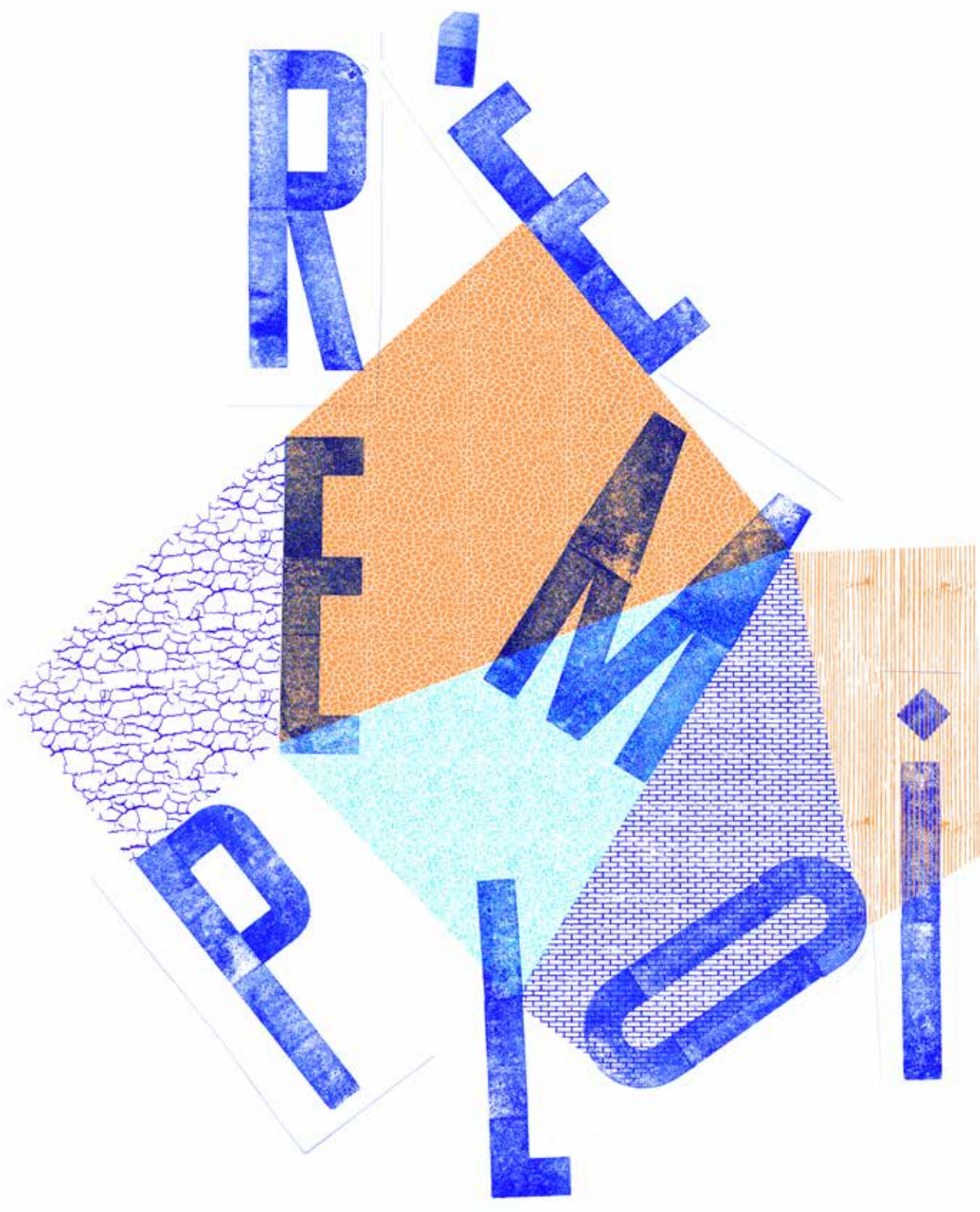


Enjeux et problématiques du réemploi des matériaux du bâtiment

Une journée d'échange proposée par Les 8 Pillards, le Moulon & le collectif Etc



Intervenant·e·s :

- **Valérie Décot** (R-aedificare/Marseille)
- **Eric Honegger** (Baubüro Insitu/Bâle)
- **Valentin Blanlot** (Olso Réemploi/Caen)

Animateur·ice·s :

- **Hannah Höfte** (Atelier Mare)
- **Valentin Blanlot** (Olso Réemploi)
- **Léo Hudson** (architecte Constructeur Indépendant)
- **Julien Parsonneau** (Le Moulon/Les 8 Pillards/F.A.I.R.E)

Rapporteuse·s :

- **Cécile Kohen** (Collectif ETC)
- **Léone Duchemin** (F.A.I.R.E/ Le Moulon/Les 8 Pillards)
- **Marie Callios** (Ma Langue Au Chat/ FA.I.R.E/Les 8 Pillards)
- **Lukas Hamilcaro** (Architecte /Designer graphique Indépendant)



© Pierre Lelievre

Le 23 septembre 2024 a eu lieu dans l'ancienne usine Pillard à Marseille, une journée de rencontres professionnelles autour du réemploi dans l'architecture. L'événement, organisé par **Le Moulon** (Julien Parsonneau), **le collectif ETC** et **les 8 Pillards**, a réuni une quarantaine d'acteurs professionnels du bâtiment (maîtres d'œuvre, maîtres d'ouvrages, artisans, entreprises spécialisées, avocats, assureurs...) de la région PACA et d'autres régions françaises, de Suisse et d'Allemagne. Certains expérimentent le réemploi depuis plusieurs années, d'autres l'initient dans leur métier. Tous, par leur participation, témoignent d'un enthousiasme commun à donner du sens à leurs actions, en poussant le développement du réemploi dans le secteur de la construction.

Les objectifs de la journée étaient de se rencontrer, partager nos expériences et de construire un climat de coopération, nécessaire pour lever les nombreux défis du réemploi. L'enjeu était également d'identifier collectivement les points encore bloquants et les pistes pour faire avancer le sujet. Les discussions se sont organisées sous la forme de **quatre tables rondes thématiques**, dont nous vous proposons une synthèse ici : **logistique-stockage, territorialité-filière, calendrier-temporalité** et **imaginaires collectifs**. Elles ont été ponctuées de 3 conférences présentant des retours d'expérience (Raedificare / Valérie Décot, Le WIP / Valentin Blanlot et Baubüro Insitu / Erik Honegger) et ont été conclues par un échange collectif sous la forme d'un « bocal à poisson ».

Julien Parsonneau (8 pillards / Le Moulon) a rappelé en introduction combien les enjeux de réemploi soulevaient à la fois des questions précises, logistiques, opérationnelles, juridiques, d'organisation de travail... mais aussi des enjeux larges, transversaux et politiques, qui questionnent notre rapport au monde.

[→ REGARDER LA VIDÉO](#)

LE CONTEXTE DES 8 PILLARDS, HÔTES DE LA JOURNÉE, A ÉTÉ PARFAIT POUR ILLUSTRER UNE PARTIE DES ENJEUX QUI ALLAIENT ÊTRE ABORDÉS : L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT VACANT, SON AMÉNAGEMENT PAR L'USAGE DE NOMBREUX MATÉRIAUX DE RÉEMPLOI, LE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS ARTISANALES, UNE ORGANISATION COLLECTIVE BASÉE SUR LA COOPÉRATION ET LA MISE EN COMMUN.

1.

Logistique et stockage

Les organisations logistiques actuelles sont rodées pour le modèle neuf-déchet. **Comment les faire évoluer vers celui du réemploi, qui demande des opérations supplémentaires ?** La filière étant naissante, les solutions mises en avant par les acteurs présents sont encore souvent conçues au cas par cas. Elles impliquent de nouveaux métiers, demandent de l'agilité et de la flexibilité, mais aussi du soutien politique territorialisé.

STOCKER, DIFFICILE D'Y COUPER

Pour permettre les opérations de réemploi, une étape de stockage, plus ou moins longue, est souvent indispensable. Elle permet de pallier le décalage temporel entre les chantiers de dépose et de remise en œuvre des matériaux, de **les sécuriser et d'absorber les aléas** ou retards de chantier qui compliqueraient une gestion en flux tendu.

Ce stockage peut s'organiser de différentes façons : dans le bâtiment initial avant démontage (matériaux laissés en place le plus longtemps possible) ou après démontage (magasin sur site), dans le bâtiment récepteur, dans des stockages tampons proposés par les maîtres d'ouvrages¹, ou encore chez des opérateurs tiers tels que l'entreprise chargée du démontage ou de la remise en œuvre. La question est particulièrement cruciale en milieu urbain où le foncier coûte cher, elle peut être plus aisée à résoudre en zone rurale.

Ce stockage étant souvent générateur de coûts supplémentaires, l'objectif est donc de le réduire au maximum. Plusieurs acteurs témoignent de l'intérêt de se focaliser sur certains flux pour réduire le stockage : sur leurs opérations, les architectes de [Baubüro In Situ](#), après un diagnostic détaillé de l'existant, décident généralement de remettre directement en filière les éléments les plus facilement disponibles, et de ne stocker que les éléments les plus rares. De leur côté, la plateforme [Le Parpaing \(ZERM\)](#) choisit de collecter seulement certains gisements, pour lesquels il y a le plus de chances de trouver rapidement preneurs.

Enfin, le recours à des **plateformes numériques**, telles que [Raedificare](#), en amont du chantier peut permettre de trouver des repreneurs de matériaux dès leur dépose (et donc de ne déposer que ce qui a déjà trouvé preneur), pour ainsi éviter les stocks "dormants".

RECONDITIONNEMENT ET CERTIFICATION, DES NOUVELLES ÉTAPES SOUVENT ESSENTIELLES

Bien qu'il existe de nombreux matériaux pouvant être réemployés simplement sans retravail particulier, certains matériaux ou équipements doivent passer par une étape de **nettoyage et reconditionnement**. Ces opérations peuvent être assurées par les entreprises du chantier, ou par des plateformes spécialisées dans le réemploi², selon le niveau de technicité.

Elles demandent de la main-d'œuvre et des moyens particuliers, et donc des coûts non négligeables, qu'il est envisageable d'amortir sur des volumes importants, dans une logique d'**économie d'échelle**. Ces coûts peuvent être imputés aux marchés de curage, ou intégrés dans le prix de revient du matériau.

S'ajoute parfois à cette étape de reconditionnement **le besoin d'une certification** pour lever les freins normatifs et assurantiels. Le recours à des plateformes spécialisées, dont certaines proposent une garantie de 2 ans sur les matériaux/équipements, peut permettre d'obtenir plus facilement l'appui des assureurs. D'autres méthodes ont été testées, comme l'étude approfondie du matériau par un bureau d'études réemploi, afin de bâtir une **fiche technique démontrant les capacités du matériau** en comparaison de l'équivalent neuf.

D'un point de vue des marchés de travaux, ces étapes peuvent être rationalisées en ayant recours à **un lot dédié réemploi**, qui permet de confier à une même entreprise la logistique et/ou la fourniture de matériaux de réemploi.



© Pierre Lelievre

¹ La mobilisation de la maîtrise d'ouvrage dans le projet est souvent une clé pour lever les freins logistiques. Comme dans le retour d'expérience du projet K118 par [Baubüro In Situ](#), où la maîtrise d'ouvrage a acheté et stocké les matériaux en amont du chantier.

² Une cartographie des acteurs du réemploi est disponible en ligne : <https://carte-des-acteurs-du-reemploi.gogocarto.fr/>

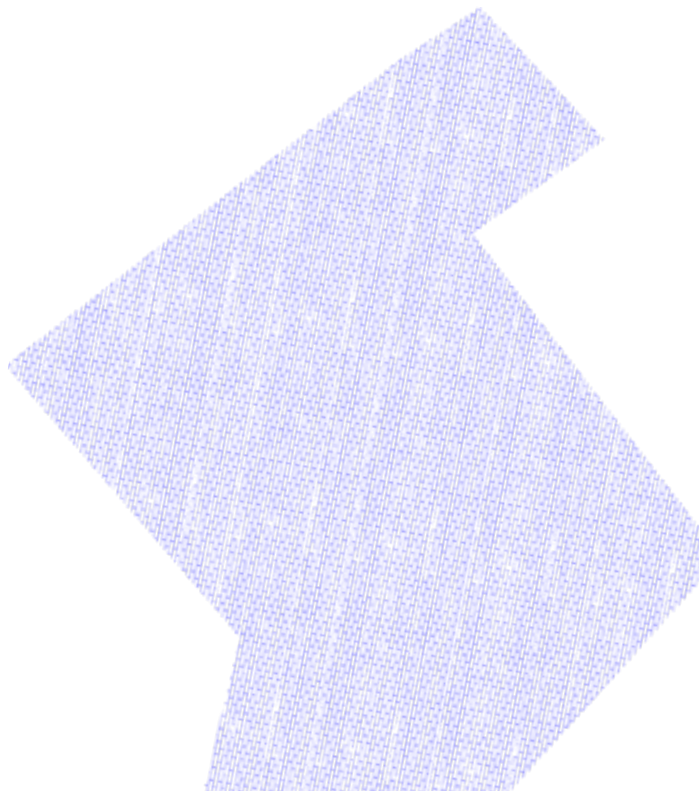
DES NOUVELLES ENTREPRISES À SOUTENIR

L'optimisation de ces coûts et la fluidification de ces étapes logistiques repose grandement sur de nouveaux métiers et de nouvelles entreprises, disposant de lieux dédiés. Des plateformes commencent à se développer partout en France, mais leurs modèles économiques semblent encore fragiles. Ce sont généralement des petits acteurs, dont le développement de l'activité ne pourra se faire qu'avec **le soutien de maîtres d'ouvrages s'engageant à intégrer le réemploi dans leurs projets**, et des collectivités qui auraient également un rôle important à jouer pour soutenir l'émergence du secteur.

”

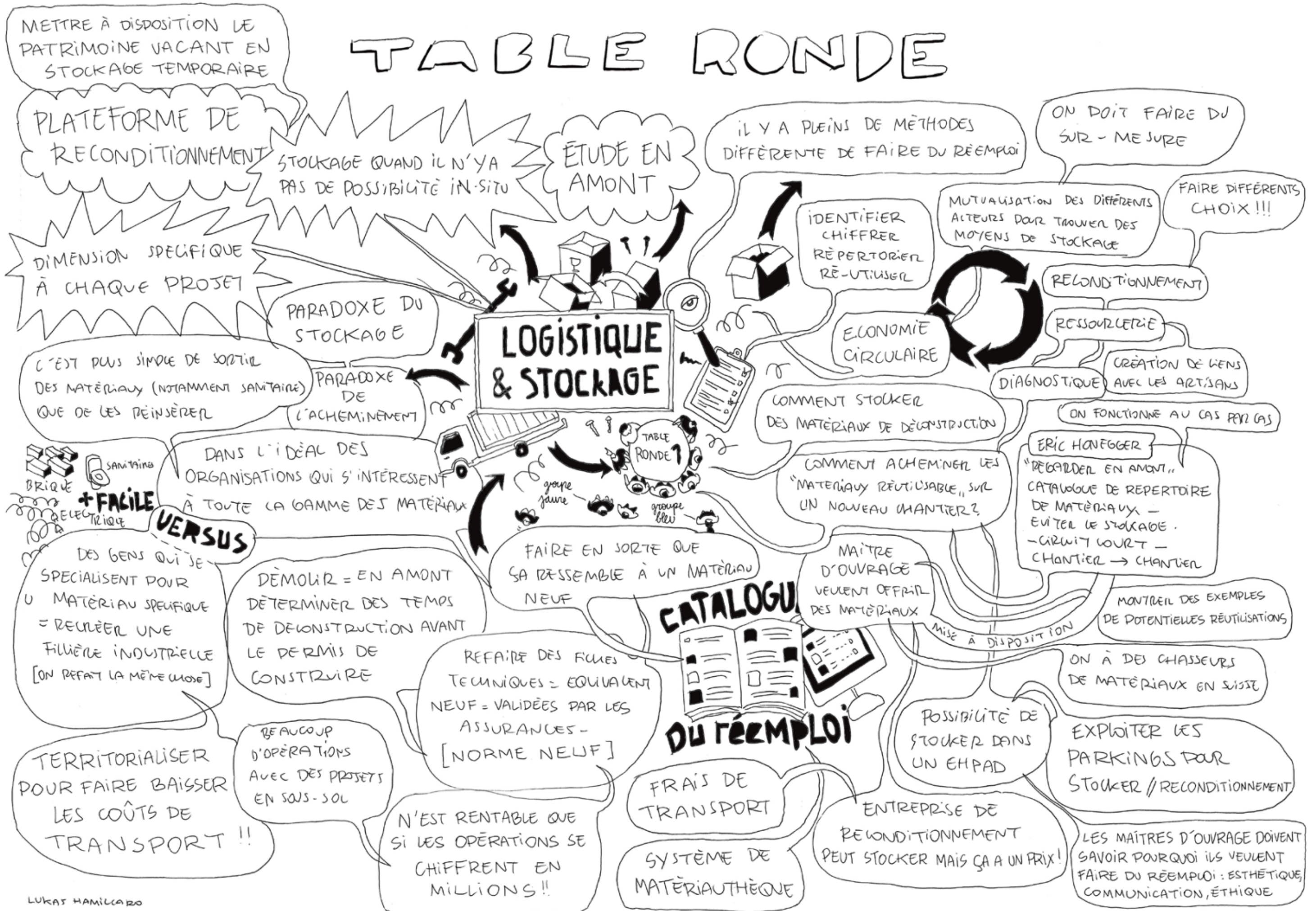
Le rêve serait d'avoir un Leroy Merlin des matériaux de réemploi, on y ferait son marché en imaginant son projet à partir de ce qu'on y trouverait.

Parole de maître d'œuvre



LES SYSTÈMES PARTICIPATIFS DE GARANTIE (SPG) SONT NÉS DE LA NÉCESSITÉ DE CERTIFIER LA QUALITÉ ET LA CONFORMITÉ DES PRODUITS OU SERVICES DANS DES CONTEXTES OÙ LES SYSTÈMES DE CERTIFICATION TRADITIONNELS MONTRENT LEURS LIMITES. ORIGINELLEMENT UTILISÉS DANS L'AGRICULTURE ET L'ARTISANAT, ILS OFFRENT UNE APPROCHE DYNAMIQUE BASÉE SUR L'AUTO-ÉVALUATION ET L'ÉVALUATION PAR LES PAIRS, FAVORISANT AINSI UNE PLUS GRANDE FLEXIBILITÉ ET INCLUSION. DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION ET DU RÉEMPLOI, CES SYSTÈMES POURRAIENT ÊTRE VÉRITABLEMENT TRANSFORMATEURS, PROPOSANT UNE ALTERNATIVE SOLIDE FACE AU MANQUE D'ASSURABILITÉ DES TECHNIQUES NON ENCADRÉES, NOTAMMENT EN L'ABSENCE DE DOCUMENT TECHNIQUE UNIFIÉ (D.T.U). EN FACILITANT L'EXPÉRIMENTATION DE NOUVELLES TECHNIQUES, LES SPG RENFORCERONT LA CONFIANCE ENTRE LES ACTEURS ET LES USAGERS LOCAUX, TOUT EN CULTIVANT L'INNOVATION ET LA COLLABORATION.

TABLE RONDE



2.

Territorialité et filière

Par sa réalité matérielle, le réemploi s'ancre nécessairement dans une logique territoriale. Le développement de la filière dépend de facteurs territoriaux qui peuvent différer selon les régions : un maillage d'outils logistiques, un réseau d'entreprises compétentes qui coopèrent, sans oublier le soutien d'acteurs publics portés par une volonté politique.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE PASSE PAR L'ÉVOLUTION DES MÉTIERS ET DE LA COMMANDE

En région PACA, on constate un manque d'acteurs opérationnels, notamment dans la dépose soignée des matériaux ou l'approvisionnement en matériaux de réemploi. Les objectifs politiques annoncés (2 % de réemploi et de réutilisation en 2024 et 4 % en 2027 ³) sont en décalage avec la réalité du terrain.

Les artisans jouent un rôle clé dans les chantiers, leur mobilisation et leur formation sont essentielles pour répandre les pratiques de réemploi.

Un autre levier réside dans le rôle des concepteurs. Leur intérêt croissant pour le réemploi peut transformer la demande sur le marché. En intégrant ces considérations dans leurs cahiers des charges, ils peuvent progressivement transmettre une culture du réemploi aux artisans et aux clients. Les projets expérimentaux et démonstrateurs peuvent stimuler l'engouement des maîtres d'ouvrage et donc la commande.

Car la commande est indispensable pour pousser le développement de la filière. Encore trop timide aujourd'hui, elle nécessite que les maîtres d'ouvrages évoluent en s'engageant pour le réemploi, en osant prendre une part de risque. La rédaction des marchés doit s'adapter, par exemple en imposant des objectifs de réemploi, en mettant en place un « Lot 0 » et en favorisant les acteurs locaux de la filière.

UNE STRUCTURATION DES ACTEURS PRIVÉS...

Le développement de la filière de réemploi de matériaux repose en partie sur le positionnement des acteurs privés. Il est essentiel de favoriser une logique de coopération plutôt que de compétition, afin d'éviter que les grandes entreprises ne dominent le marché au détriment des petits acteurs. Ce changement de paradigme nécessite une valorisation des initiatives existantes et un système de mutualisation, tel que proposé par le projet de [coopérative CooTeRE](#) (réemploi des matériaux dans la rénovation).

Un exemple inspirant est celui de [PREMEO](#), en Occitanie. Ce **PTCE** (Plan Territorial de Coopération Économique), fondé par [La Grande Conserve](#), [Caprionis](#) et [Mas-Réemploi](#), a pour objectif de mutualiser les moyens pour devenir la base logistique du réemploi dans la région, illustrant ainsi le potentiel des synergies locales.

D'autres initiatives, comme Sharewood, montrent comment la mutualisation des ressources peut permettre aux artisans d'accroître leur capacité de production en partageant des espaces et des équipements. On ressent aussi l'intérêt de **partager la connaissance des gisements de matériaux à l'échelle locale**, notamment à partir des diagnostics PEMD. Par exemple, sur un périmètre comme celui d'**Euro-med**, il est possible de connaître un ou deux ans à l'avance les matériaux qui vont être disponibles, données que **Raedificare** centralise sur sa plateforme en ligne.

Enfin, la structuration de **réseaux professionnels** participe au développement de la filière, en favorisant un partage des bonnes pratiques et des retours d'expérience. Cependant, la multiplication des associations professionnelles peut parfois diluer les efforts, interrogeant la bonne approche pour ne pas dilapider les énergies. Le [Syndicat Professionnel du Réemploi de Matériaux dans la Construction \(SPREC\)](#) incarne cette ambition de regroupement des acteurs à l'échelle nationale, et entre en complémentarité avec les associations locales telles que [Raediviva](#).

A RILLEUX-LA-PAPE, PRÈS DE LYON, LA « HALLE DU RÉEMPLOI SOLIDAIRE » VA OUVRIR EN 2025 DANS UN BÂTIMENT NEUF METTANT EN ŒUVRE 50% DE MATÉRIAUX DE RÉEMPLOI. LE PROJET, QUI A POUR BUT DE CRÉER DE L'EMPLOI À PARTIR DU RÉEMPLOI, EST PORATÉ PAR LE GEIM (GROUPE EMPLOIS INNOVATIONS MÉTROPOLE), UN GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS QUI ŒUVRENT POUR L'INCLUSION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE. LE PROJET EST SOUTENU FINANCIÈREMENT PAR LA MÉTROPOLE DE LYON, LA RÉGION AURA, L'ÉTAT ET LA VILLE DE RILLEUX-LA-PAPE.

³ Prévue par l'instauration de la filière REP PMCB, et dans la feuille de route nationale économie circulaire



© Pierre Lelievre

... PAS SANS LE SOUTIEN DES ACTEURS PUBLICS

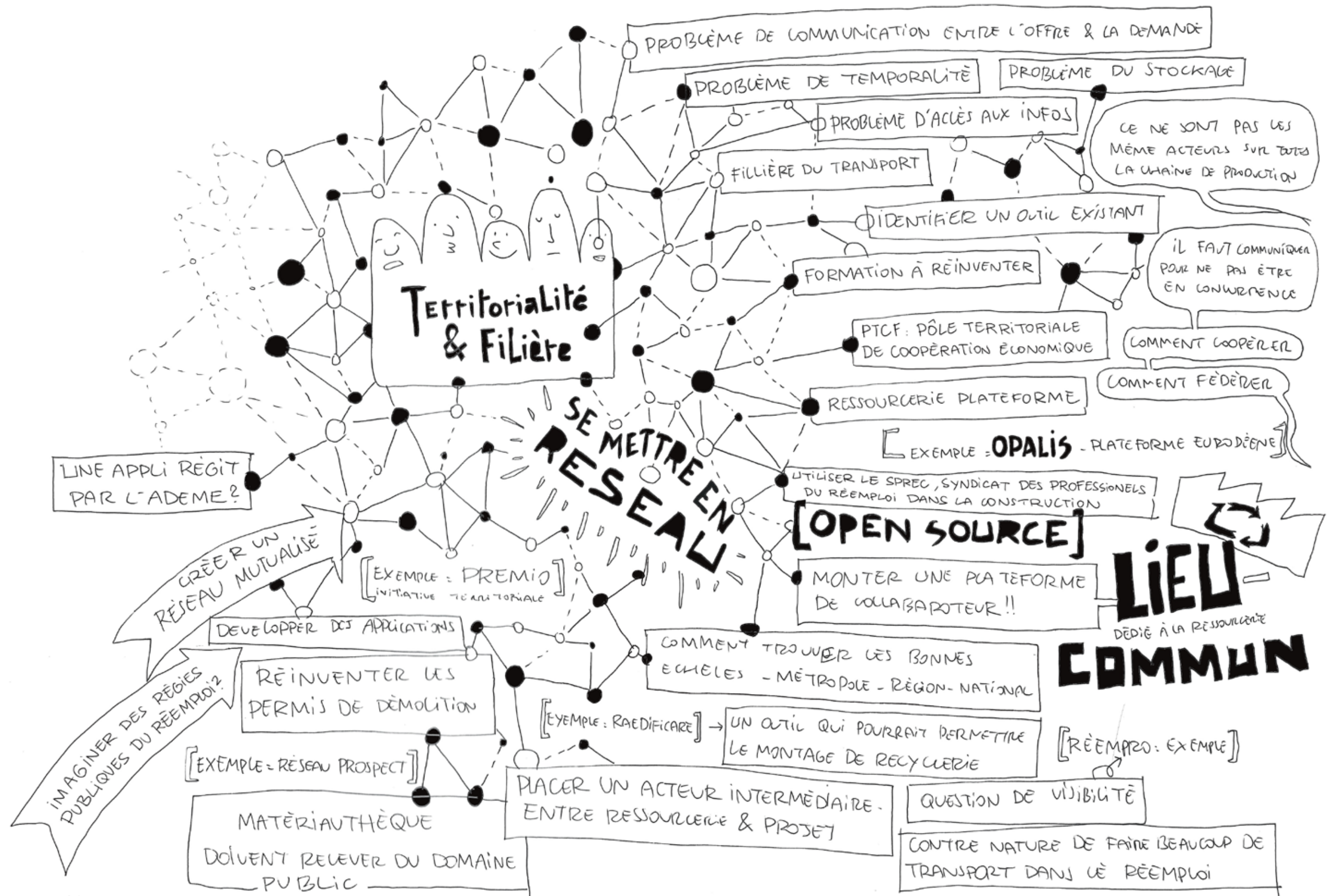
En complémentarité des opérateurs existants, les acteurs publics ont un important rôle à jouer, notamment pour **soutenir les outils logistiques et porter des projets territoriaux**.

Un enjeu majeur pour faciliter le réemploi est la **mise à disposition de foncier** pour des espaces de stockage. Les collectivités ou grands acteurs publics tels que la [SNCF](#) peuvent jouer un rôle clé en mobilisant des patrimoines vacants, ou en soutenant économiquement des projets de plateforme. Par exemple, [la métropole de Lyon](#) soutient financièrement le projet de “**Halle du réemploi solidaire**” porté par Le GEIM (Groupe emplois innovations métropole) qui ouvrira début 2025. L'idée d'une régie publique⁴, chargée de la logistique du réemploi à l'échelle locale pourrait être une piste à creuser.

Les grands maîtres d'ouvrage, tels que les collectivités et les bailleurs sociaux, ont le potentiel de constituer un levier, **en imposant un pourcentage de réemploi** dans leurs constructions ou en mutualisant des outils logistiques. À Marseille, le plan de rénovation des écoles, porté par la [Société Publique pour les Ecoles Marseillaises \(SPEM\)](#), représente une occasion unique de mettre en place une démarche de réemploi à grande échelle et de participer à développer la filière locale sur du long terme, étape par étape.

⁴ La gestion directe par une personne publique d'un service public

TABLE RONDE



3.

Calendrier/ Temporalité

Intégrer le réemploi de matériaux dans des projets de construction ou de rénovation bouscule notre rapport au temps. Il nous invite à ménager de l'anticipation et de la souplesse dans nos calendriers, à adapter nos organisations de travail, ou encore à sortir de l'urgence.

LE TOURBILLON DANS LES CALENDRIERS

Une des premières difficultés à laquelle nous confronte le réemploi en termes de temporalité est la **désynchronisation entre matériaux disponibles et projets qui pourraient les réutiliser**. Il est souvent complexe de faire coïncider un gisement disponible avec un chantier récepteur, sans avoir à le stocker trop longtemps. En complémentarité des plateformes numériques qui peuvent aider à visibiliser les gisements en ligne, la coopération entre acteurs est un levier complémentaire, en **favorisant l'entraide et l'échange d'informations**. Les réseaux de coopératives telles que [Cabestan](#) permettent de regrouper des artisans pour récupérer des matériaux, et de les faire circuler entre eux.

De plus, le réemploi implique souvent un décalage entre phases d'étude d'un projet et disponibilité de la matière : les architectes doivent apprendre à **concevoir des projets en gardant une part d'inconnu sur les matériaux disponibles**. Cela exige une flexibilité et une adaptabilité dans la conception, permettant des allers-retours entre phases, et sortant ainsi d'une temporalité parfaitement linéaire.

Les plateformes telles que [La Grande Conserve](#) à Lodève ou [Zerm](#) à Roubaix, en se positionnant comme repreneurs et fournisseurs intermédiaires, peuvent permettre de pallier ces incertitudes.



Lorsque les architectes nous informent tôt de leurs besoins, on peut les prévenir de l'entrée de certains matériaux ou les mettre de côté.

Zerm

REFUSER L'URGENCE, SE RÉORGANISER

Le rythme rapide recherché aujourd'hui dans les projets de construction véhicule l'idée d'un **risque de retard, qui est souvent utilisé pour disqualifier le réemploi**. Or, les chantiers subissent très souvent des aléas qui ne semblent pas particulièrement causés par le réemploi.

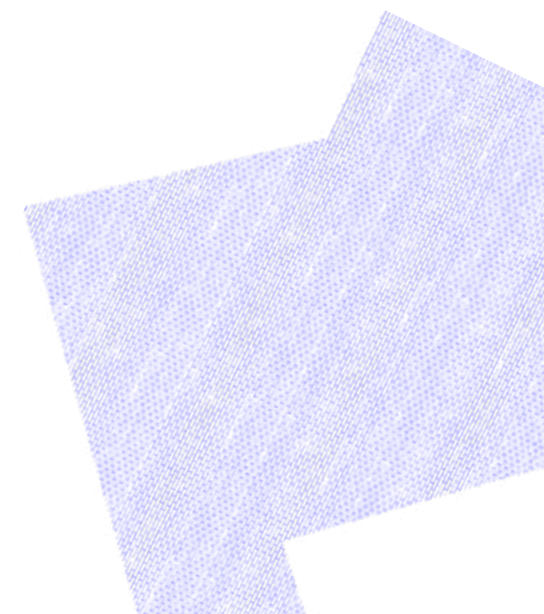
Il ajoute cependant une complexité qui doit être gérée par de **nouvelles méthodologies et de la souplesse**. Développer le réemploi implique donc de faire évoluer les pratiques professionnelles, en termes d'organisation de projet et de montage de marché. De **nouveaux jalons** dans les calendriers doivent être mis en place pour intégrer le réemploi à toutes les étapes clés : programmation, marchés de consultation des maîtres d'œuvre, DCE... La rédaction des marchés doit intégrer de la souplesse (des CCTP assez ouverts, intégrant des options, un chiffrage avec une marge d'erreur...) et la chronologie du projet doit rester flexible.

DES TEMPS DE PROJET RALLONGÉS ?

Tandis que les matériaux neufs standardisés sont fournis avec une fiche technique, les matériaux de réemploi demandent généralement **un temps d'étude pour les qualifier et valider leurs caractéristiques**, en particulier quand ils doivent répondre à des exigences normatives et assurantielles. Le diagnostic PEMD (Produit Equipement Matériaux Déchets) et/ou ressources est le premier élément permettant d'informer sur la qualité des gisements. Il servira de base aux études ainsi qu'au bureau de contrôle et l'assurance, comme en témoigne la [MAF / Euromaf](#), il doit donc être réalisé avec soin. Un nouveau métier de "qualificateur technique réemploi" apparaît depuis peu pour prendre en charge ce rôle de qualification et faire l'interface entre la maîtrise d'œuvre, le bureau de contrôle et l'assureur.

Afin d'éviter un allongement des études, **l'anticipation et l'adaptation sont reines**. Une intégration du réemploi le plus tôt possible dans le projet lui donnera le plus de chances d'aboutir. Les architectes d'[Atelier Aïno](#) recommandent de faire réaliser des tests de dépose ou des prototypes dès la phase APS/APD afin de **valider des gisements au plus tôt**.

Enfin, sur le chantier, déposer soigneusement et reconditionner prend plus de temps que de démolir et jeter. Cela demande de nouvelles qualifications des entreprises, tournées vers le soin, pour lesquelles une revalorisation du travail artisanal semble essentielle. **Un temps d'acculturation des entreprises** en amont du projet semble également important pour faciliter leur adhésion, par exemple par la réalisation d'un logement témoin en début de chantier. La création dès le début du projet d'un **cadre de confiance et de coopération** entre acteurs facilitera le réemploi, et permettra également de résoudre les interfaces de responsabilité (ex : La remise en œuvre d'un matériau réemployé par une entreprise est facilitée quand c'est elle-même qui réalise la dépose).



LE QUALIFICATEUR TECHNIQUE : SON RÔLE EST DE CONFIRMER L'APTITUDE DU PRODUIT/MATÉRIAUX AU RÉEMPLOI EN PRÉCONISANT ET VALIDANT LES ESSAIS/TEST/TRAVAUX DE RECONDITIONNEMENT NÉCESSAIRES POUR LE RÉEMPLOI SUR UN CHANTIER PRÉCIS. (EXTRAIT PRÉSENTATION MAF DU 18/03/14 : LE RÉEMPLOI DE MATÉRIAUX DANS L'ACTE DE BATIR - CADRE TECHNIQUE, JURIDIQUE ET ASSURANCES).

LE RÉEMPLOI “ÇA PREND TROP DE TEMPS, ÇA NE RAPPORTE PAS D’ARGENT”, MAIS ENCORE ?

Etant donné ces différentes temporalités supplémentaires que le réemploi induit, et le coût du travail, comment valoriser un modèle qui demande plus de temps de travail ? Cela implique **un glissement du coût de la matière vers la main d’œuvre**.

L’équation économique ne semble pas encore résolue. Elle avancera avec une professionnalisation de la filière, qui permettra aux opérateurs du réemploi de **tendre vers une rentabilité économique, notamment grâce à des économies d’échelle**. Ce développement pourrait être soutenu politiquement ou fiscalement : Réduction de TVA , réglementation, subventions... Les éco-organismes ont également leur rôle à jouer dans le cadre de la filière REP (Responsabilité Elargie des Producteurs).

Côté maîtrise d’œuvre, les études complémentaires évoquées plus haut doivent pouvoir être valorisées en honoraires d’architectes ou de bureau d’études. Les maîtres d’ouvrage peuvent parfois obtenir des financements les y encourageant, tel que le dispositif «Expérimentation chantiers de réemploi» proposé par l’éco-Organisme Valobat.

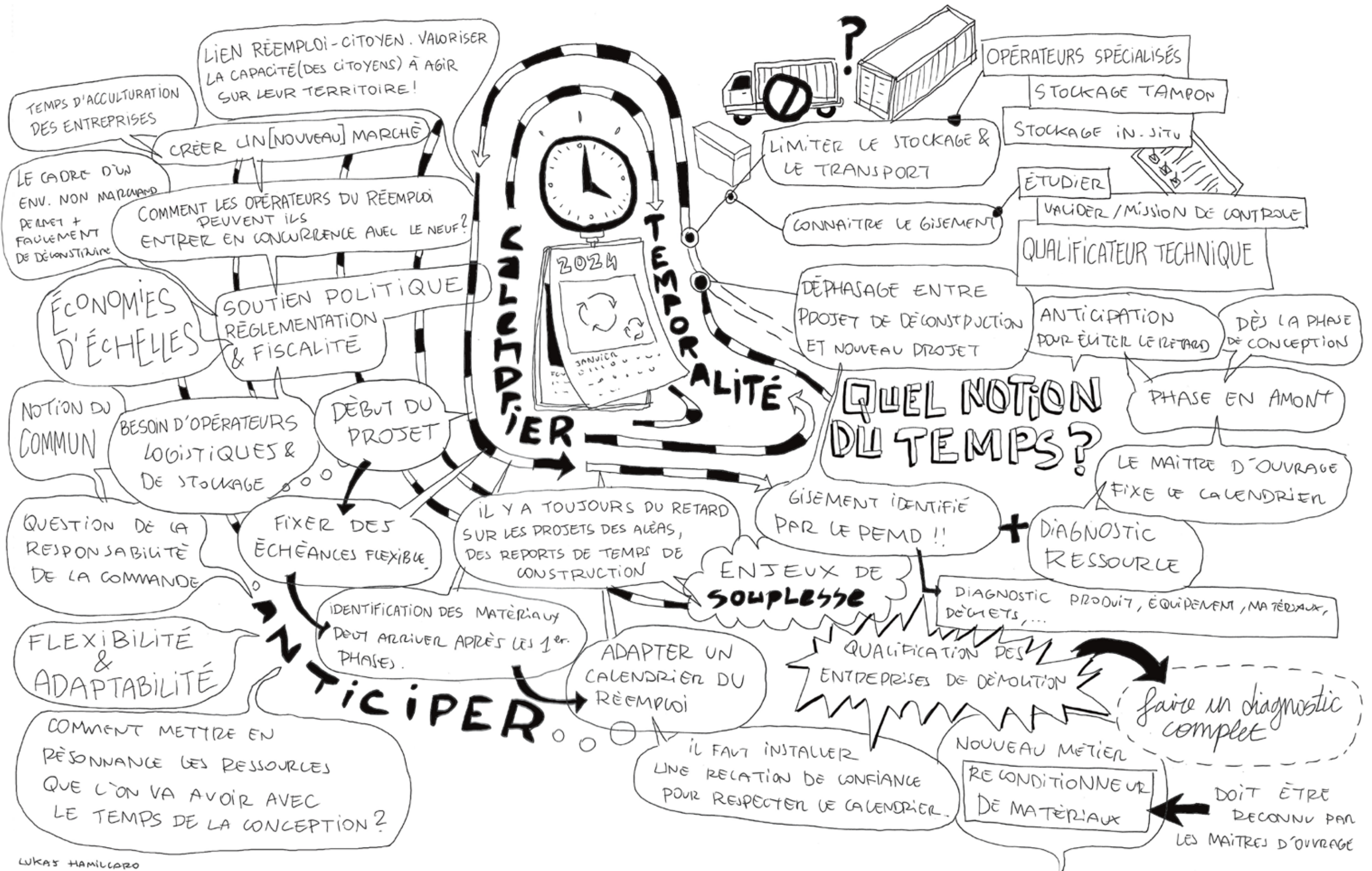
Enfin, le cadre d’un **environnement non marchand** permet de s’écarter du frein du coût du travail. Le tiers lieu associatif [THALA](#) à l’Estaque, qui a aménagé une matériauthèque dans d’anciens containers, est rendu possible par une participation habitante. Il noue ainsi un lien entre **enjeux de réemploi et citoyens, en valorisant leur capacité à agir sur leur territoire**.

De la même façon, dans un lieu comme les [8 pillards](#) qui accueille notre rencontre, qui fonctionne autour de la notion de communs, le temps de travail que représente le réemploi n’est pas un frein. Ces modèles peuvent difficilement être montés en échelle mais peuvent être répliqués par des maillages territoriaux, et entrer en complémentarité de modèles marchands.



© Pierre Lelievre

TABLE RONDE



4.

Imaginaires collectifs

Au-delà d'aspects techniques ou logistiques, la démocratisation du réemploi passera par un chamboulement de nos imaginaires individuels et collectifs (pourrait-on parler d'une révolution culturelle ?) en termes d'**esthétique, de participation dans nos espaces habités, de rapport au temps ou encore de relation au cadre normatif**.

RENDRE LE RÉEMPLOI DÉSIRABLE

Aujourd'hui, bien que la dépose soignée progresse en remplacement de la démolition, **l'usage de matériaux réemployés souffre encore de préjugés négatifs**. Selon le contexte socio-culturel, les matériaux réemployés peuvent être perçus comme de moindre qualité, «cheap», voire «sale» (paradoxalement avec le fait que les matériaux produits avant les années 1970 sont souvent de meilleure qualité que les matériaux récents). Le bailleur social [Erilia / Logirem](#) cite par exemple la réticence des habitants de ses logements sociaux à l'idée d'avoir chez eux des sanitaires issus d'une démolition. Dans un tel contexte, le réemploi **peut être vécu comme un déclassement** ou un symbole de pauvreté, à rebours de la consommation neuve accessible aux classes les plus aisées. A l'inverse, l'esthétique du «vintage» aux marques du passé est parfois survalorisée.

Il y a donc un enjeu à rendre l'usage de matériaux de réemploi désirable pour toutes et tous, dans des conditions socialement acceptables. Cela passe par la **déconstruction des idées reçues négatives**, notamment en démontrant que le réemploi peut répondre à des exigences de qualité similaires au neuf. Cela passe également par la **mise en valeur des qualités spécifiques du réemploi** : le fait qu'il s'agit d'éléments uniques, non standards, porteurs d'une histoire et parfois d'un attachement, le fait que le geste de réemploi est valorisant et générateur de fierté, sans oublier qu'il répond à une sensibilité environnementale. Enfin, développer une esthétique du réemploi peut nous inviter à valoriser les aspérités, les défauts et accepter l'imparfait.

Des projets démonstrateurs ou des lieux dédiés à montrer le réemploi, tels que des «showroom» peuvent participer à sensibiliser et rassurer des publics variés à se tourner vers le réemploi plutôt que le neuf.

CULTURE DU SOIN ET RELATION À LA MATIÈRE

Le réemploi est une invitation à faire durer les choses plutôt que de les jeter et extraire des ressources de nouveau. **Faire durer les matériaux invite à les entretenir, à développer une culture du soin**, qui invite chacun.e à reconnecter avec la matière qui l'entoure.

Il y a un enjeu à renouer avec la notion de réparation, de bricolage. Celle-ci peut être encouragée par une appropriation des lieux par leurs habitants, notamment en les faisant participer aux projets de rénovation. Un retour d'expérience de la participation des ha-



© Pierre Lelievre

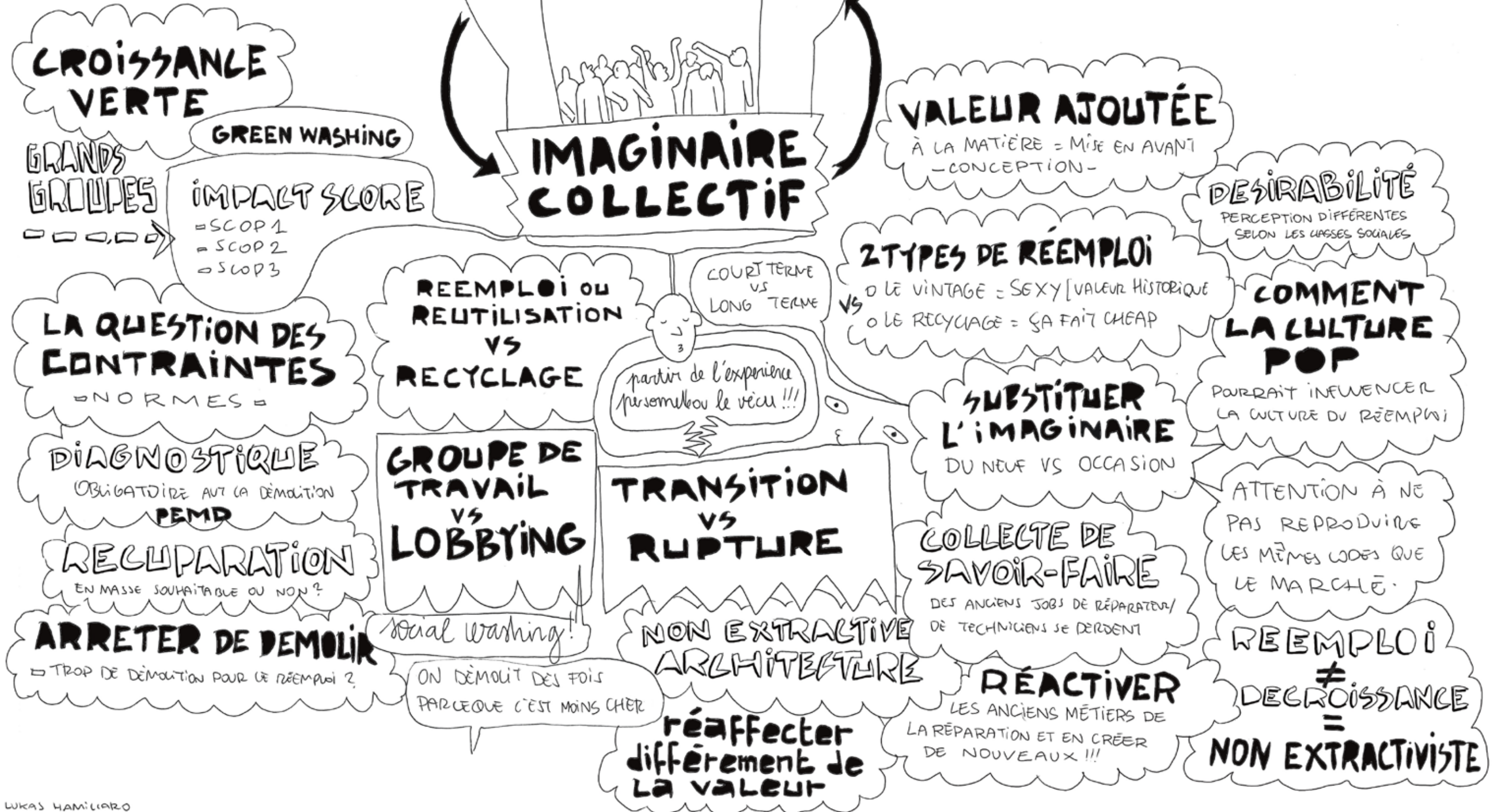
bitants à la réhabilitation de leur quartier montre que **lorsque les usagers sont impliqués, ils valorisent davantage les matériaux réemployés** et l'espace qui en résulte.

UNE CULTURE RÉGLEMENTAIRE À BOUSCULER

Mettre en œuvre des matériaux de réemploi implique de se confronter au cadre réglementaire et normatif très fourni du secteur de la construction en France. Conçu pour les matériaux neufs, il représente souvent un frein avec lequel il faut se battre, afin de prouver que les matériaux de réemploi peuvent atteindre les mêmes performances en termes techniques ou de sécurité. Il est aussi nécessaire de faire évoluer la pratique des bureaux de contrôle et d'adopter **une culture du risque plus audacieuse**. [Eric Honegger de Baubüro Insitu](#) (Suisse) nous invite à « **HACK THE LAW** », suggérant qu'une certaine flexibilité réglementaire pourrait libérer les initiatives.

En France, la réglementation intègre plus difficilement le réemploi dans les processus légaux qu'en Allemagne ou en Suisse. De plus, l'économie des projets tend à favoriser la démolition-reconstruction, comme le montrent les modes de financement de l'ANRU, ce qui rend la réhabilitation et le réemploi de matériaux encore des pratiques marginales voire 'hors normes'.

TABLE RONDE



”
**Les démolisseurs
nous prenaient pour
des gamins il y a 7 ans.
Aujourd’hui, certains
s’y mettent aussi.
Il y a une incitation
par un mouvement
de société.**

Zerm

CHANGER SES HABITUDES

Le développement du réemploi passera par un effort culturel généralisé, celui du changement des pratiques. Celui-ci passe parfois par la prise d’initiative individuelle comme **premier mouvement d’un élan collectif**. Chez [Erilia/Logirem](#), l’instauration de la déconstruction soignée dans les opérations de “dévitalisation” de logements est en train de se mettre en place grâce à des chargées de projets motivées qui ont “bataillé en interne”. Côté artisans, les coopératives peuvent être des bons vecteurs de sensibilisation. [Cabestan](#), par exemple, a constitué un groupe de travail sur le réemploi et prépare une formation dédiée à ses artisans.

Il reste encore beaucoup à faire pour généraliser la logique du réemploi, mais l’acculturation semble progresser.



© Pierre Lelievre

CONCLUSION

Les défis du réemploi apportent une complexité certaine par rapport aux méthodes actuelles de production de la ville, qui reposent sur l’extractivisme, la consommation et la production infinie de déchets. Nous devons apprendre à composer avec le besoin de nouvelles compétences, d’outils logistiques, de nouvelles organisations de projet et de travail, et ce à toutes les échelles, de l’entrepreneur à la collectivité publique.

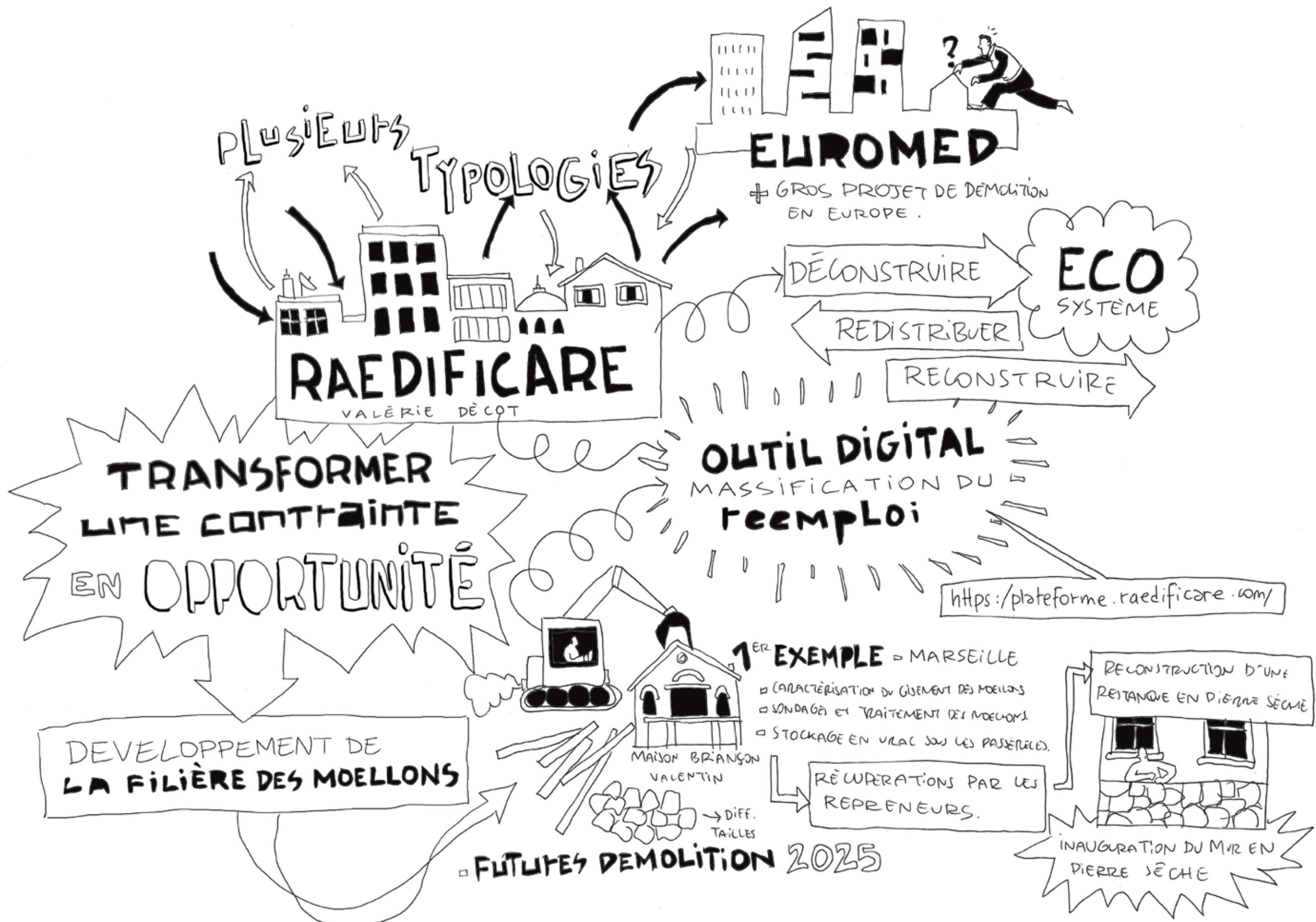
Les acteurs de la ville présents pendant cette journée ont montré comment cette complexité les invite à trouver des solutions sur mesure, prendre le temps d’expérimenter et de coopérer. Ils ont montré comment cette démarche demande de l’engagement, mais combien elle peut être stimulante : car elle interroge nos organisations collectives, notre environnement culturel, notre rapport au temps et à l’économie productiviste, tout en s’inscrivant dans un élan sociétal d’urgence au changement.

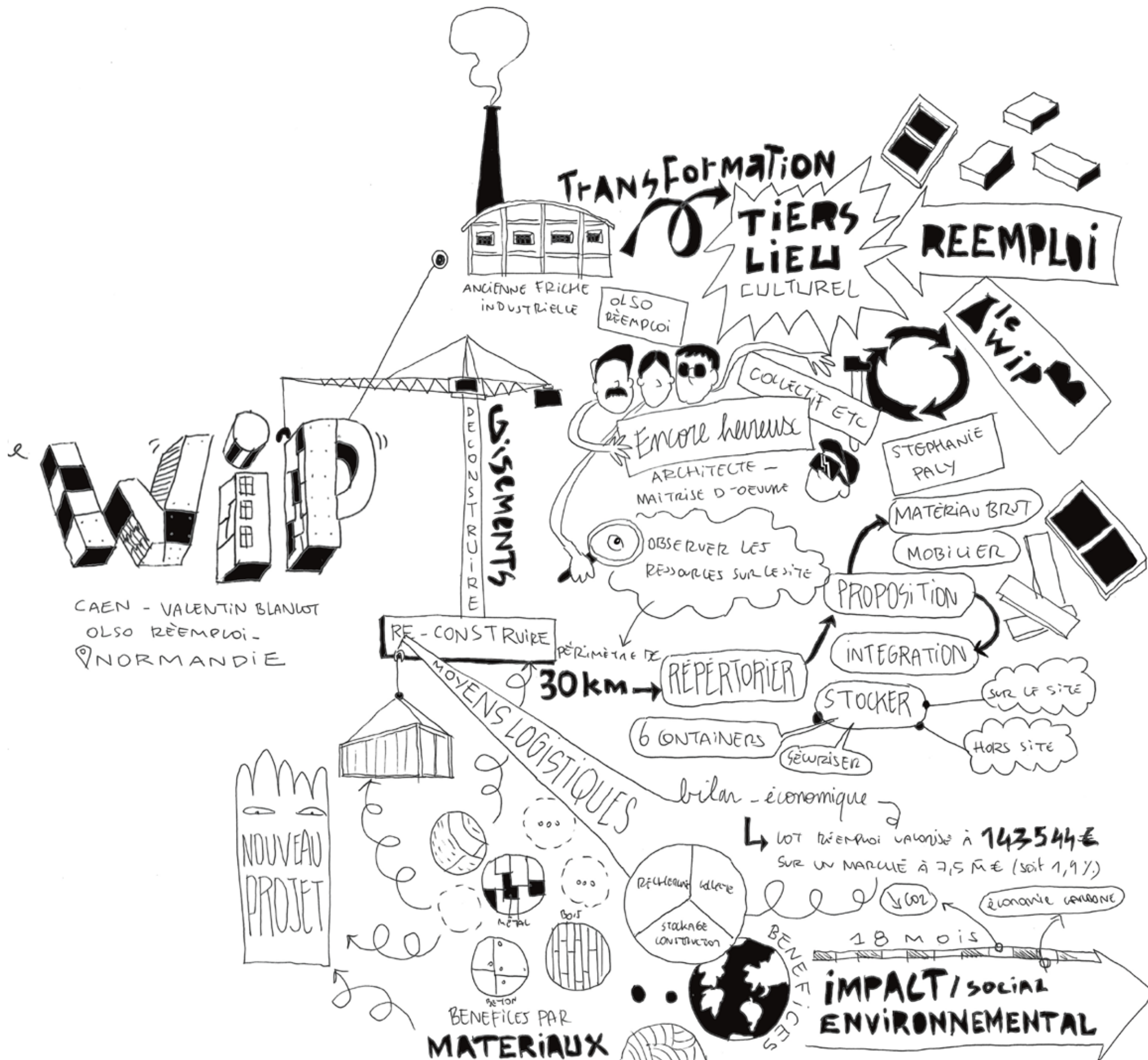
”

**Avant, c’était l’époque où on
utilisait de la matière pour
gagner du temps, maintenant
on doit plutôt utiliser du temps
pour préserver de la matière.**

Olivier Hamant

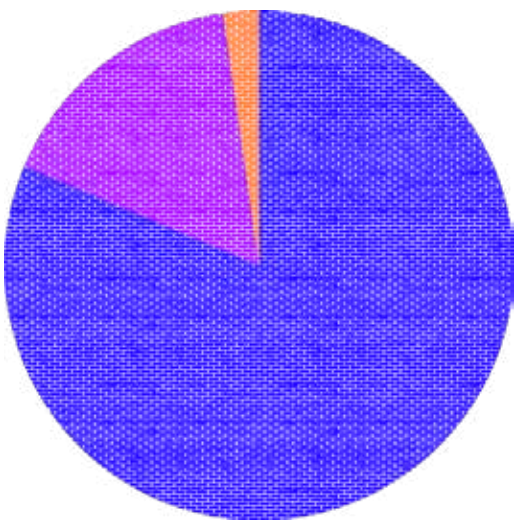
Chercheur en biologie et biophysique





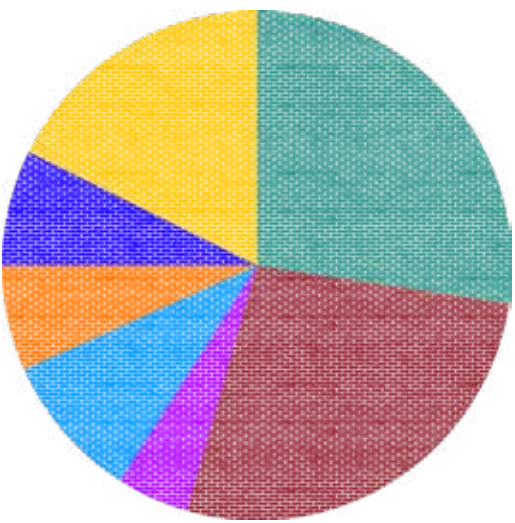
Merci aux participants

Fanny Audren • **Future**
Martí Barau Morata • **Atelier MARE**
Sébastien Barles • **Ville Marseille**
Myriem Ben Abdeljelik • **Ensa Marseille Étudiante**
David Ben Haim • **Association AMERMA - Projet CooTeRE** (Coopérative Technique de Rénovation Ecologique)
Safa Ben Khedher • **Reusage**
Roxanne Berry • **Ensa Marseille Étudiante**
Florence Bourdillat • **SPEM Société Publique des Ecoles Marseillaises**
Romain Briere • **Zerm**
Alessandro Burattini • **AREP**
Jonathan Cacchia • **THALA**
Silvia Carpaneto • **Die Zusammenarbeiter/Les Collaborateurices**
Eleonore Clerc • **SEQUNDO**
Thibaut Defrance • **Cabestan**
Raphaëlle Delmas • **AIRBUS**
Benjamin Deroch • **RAEDIVIVA**
Anne-Sophie Dufort • **MAF**
Linda Ecalte • **Linda Ecalte Art & Design**
Jérôme Espitalier • **Atelier MARE**
Sacha Essayie • **FUX-eG**
Clément Forvieux • **Agence Fa**
Elisabeth Gelot • **SKOV**
Elise Giordano • **Atelier Aïno**
Prune Grange • **Ensa Marseille Étudiante**
Alexandra Guiomar • **IMVT**
Manel Hamoutan • **Ensa Marseille Étudiant**
Dorine Julien • **Les Pas Perdus**
Natacha Laborde • **CAPGEMINI** (en mission pour Airbus)
Louis-Xavier Leca • **La Réserve Des Arts Méditerranée**
Mathieu Lecuire • **PERMABITA**
Gwenn Leroux • **Maison de l'emploi de Marseille**
Roshni Mahida • **La Grande Conserve / Le Ptce Premeo**
Christian Malaurie • **Artes Bordeaux**
Camille Mandel • **Erilia**
Mylène Massip • **ADN Réemploi** (Anciennement Récup et Découvertes)
Lucile Maurel • **Lucile Maurel Architecture**
Sophie Midy • **ADEME**
Morgan Moinet • **Remix Réemploi Et Matériaux**
Christophe Monge • **Mira**
John Morin • **Amoa**
Nelly Mounition • **Aucune**
Thomas Nakajima • **Ensa Marseille Étudiant**
Clément Novaro • **Atelier MARE**
Loreline Pradelle • **Atelier Aïno**
Simon Prêt • **Future**
Olivier Raphael • **FBTP 13**
Théophile Ray • **Bobî Réemploi**
Grégoire Saurel • **Bellastock**
Ludivine Sebastien • **Maison de l'Emploi Ouest Provence**
Benjamin Troupel • **Sur-Me-Sur**
Marie Turpin • **RAEDIVIVA**



Secteur

PRIVÉ	49	80%
PUBLIC	11	18%
PUBLIC, PRIVÉ	1	2%

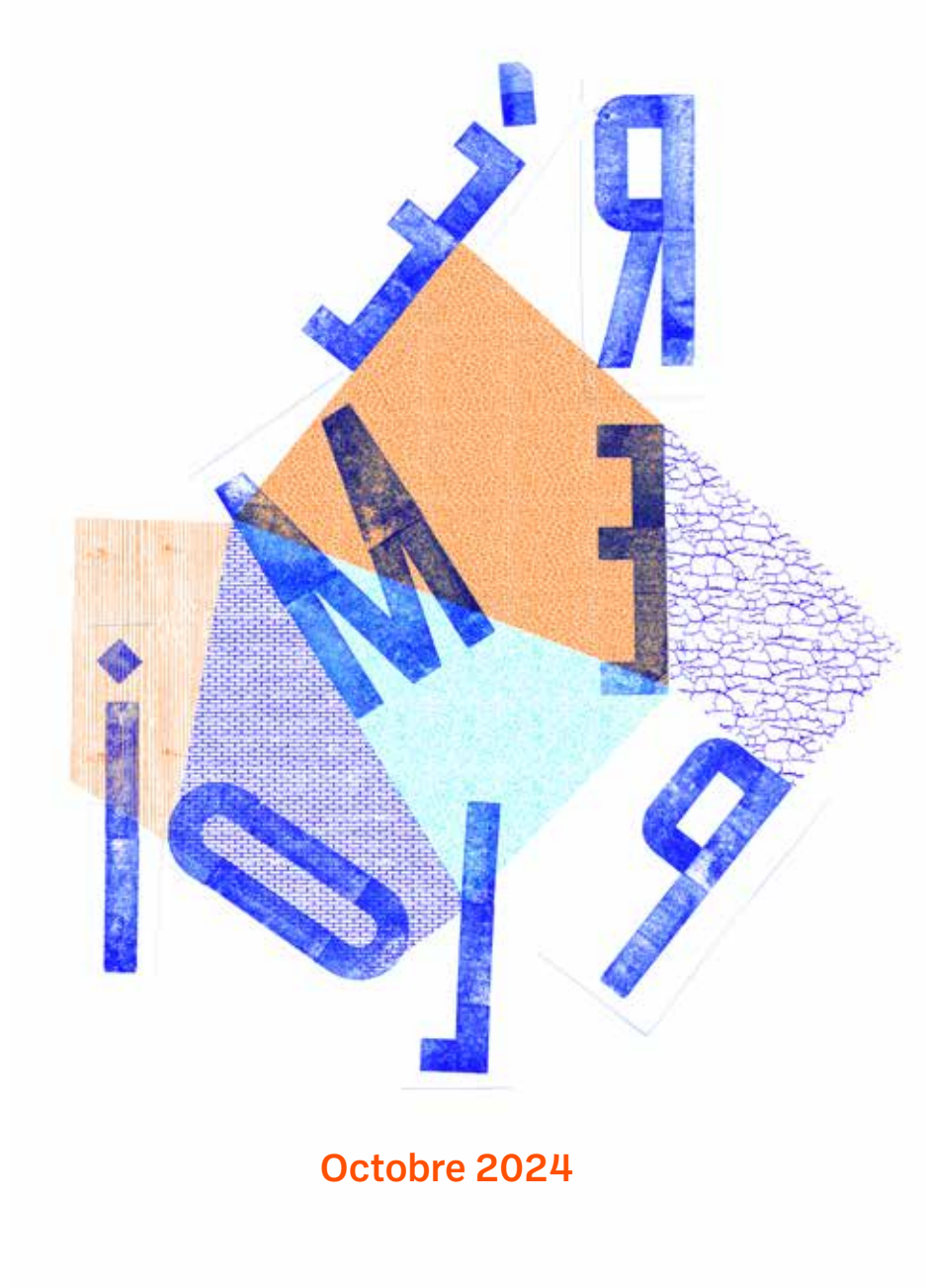


Type de structure

ENTREPRISE	16	26%
ASSOCIATION	18	30%
COLLECTIVITÉ	1	2%
COOPÉRATIVE	8	13%
INSTITUTION	3	5%
INDÉPENDANT-E	5	8%
AUTRE	10	16%

Mise en texte : **Hannah Höfte**
Captation Video : **Mathieu Bertéa (A PLOMB')**
Captation Son : **Emmanuel Germond**

Conception graphique : **Tiphaine Dubois • Alouette sans tête / FAIRE**



Octobre 2024